



MAIRIE
LE VAL
83143

Téléphone : 04 94 37 02 20
Télécopie : 04 94 37 02 25

2015/013

**ARRÊTÉ D'AUTORISATION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC**
Pose d'un échafaudage

01 rue du 11 Novembre

N° 2015/13

Le Maire de la Commune du Val,

Vu les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;

Vu l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;

Vu la demande en date du **14 janvier 2015** déposée par Monsieur MARIE domicilié 01 rue du 11 Novembre 83143-LE VAL, concernant l'installation d'un échafaudage de 6m x 0.80m et le stationnement d'un véhicule, pour des travaux au droit du n° 01 rue du 11 Novembre - 83143 LE VAL.

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation sur l'ensemble des voies communales ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Par dérogation à l'arrêté municipal n°1-2013, il est accordé à Monsieur MARIE l'autorisation d'installer un échafaudage de 6m x 0.80m pour des travaux, au droit du n° 01 rue du 11 Novembre - 83143 LE VAL, **du 16 janvier 2015 au 15 juillet 2015.**

ARTICLE 2 : Monsieur MARIE s'engage à maintenir la circulation des autres véhicules et à sécuriser le passage des piétons.

ARTICLE 3 : Conformément à la législation, le pétitionnaire s'engage à mettre et maintenir en place une signalisation visant à prévenir les usagers et à respecter la réglementation sur les travaux en hauteur.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire s'engage à faciliter le passage des véhicules d'intervention et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire est tenue responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégât aux domaines public et privé.

ARTICLE 6 : La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

Copies transmises à :

- Le pétitionnaire,
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Fait au Val, le 14 janvier 2015

Certifié exécutoire
Vu la publication ou notification
le 15 JAN 2015

